



## ADIEU PARTENARIAT TARIFAIRE

# Confiance ?

**Un gouvernement doit diriger le pays, et ce de manière à ce que la population se sente en sécurité et en de bonnes mains. Elle doit avoir confiance envers le travail des gouvernants. Mais c'est précisément cette confiance que le conseiller fédéral Alain Berset met en jeu, par négligence, en cette période déjà marquée par une grande incertitude.**

Le Conseil fédéral a rejeté le Tardoc, le tarif ambulatoire élaboré à grande-peine par la FMH, curafutura et la CTM. Les partenaires tarifaires ont pourtant respecté toutes les exigences imposées au tarif. L'OFSP a passé plus de 500 jours à chercher des erreurs et a dû utiliser des hypothèses grossières pour interpréter deux éléments comme de prétendues fautes : le revenu de référence et la durée de travail ont été modifiés de façon totalement arbitraire. Aucun cabinet médical ne pourrait survivre suite à ces « corrections ». Et quand le conseiller fédéral Alain Berset fait savoir, lors d'une

interview, qu'il se sent frustré, nous devons lui répondre que pour notre part, nous sommes terriblement déçus, également par le fait qu'il a donné de fausses informations à ses collègues du Conseil fédéral. Confiance ?

Si l'on resitue ce petit jeu déloyal dans un contexte global, on en reconnaît vite le but : gagner du temps, reporter le Tardoc le temps que le bureau tarifaire national soit constitué pour prendre le contrôle de l'ensemble des tarifs. Et signer ainsi la mort du partenariat tarifaire ! Que santéuisse et H+ Les Hôpitaux de Suisse soutiennent (con-

sciemment ou non) cette démarche témoigne de beaucoup de naïveté. C'est être bien peu prévoyant que de défendre uniquement ses propres intérêts sans voir le danger qui menace la structure dans son ensemble. Confiance ?

Poussons les choses encore un peu plus loin : les prochains thèmes importants du débat sur les mesures de maîtrise des coûts seront les tarifs dégressifs et la mise en place d'objectifs. Ces deux approches ont détruit les soins ambulatoires en Allemagne. Il faut être totalement dépourvu du

moins bon sens pour choisir précisément l'exemple européen qui traite le plus mal ses médecins de famille. Confiance ?

Pendant la pandémie en particulier, les médecins de famille et de l'enfance ont soutenu les efforts du gouvernement en raison de leur attachement à leurs patientes et patients. Mais manifestement, cet engagement en faveur de la population n'est ni apprécié, ni respecté lorsqu'ensuite, on bricole assidûment à démonter les soins de premier recours ambulatoires.

Plus moyen de faire confiance. Et nous ne savons malheureusement que trop bien, de par notre métier, que de nombreux efforts sont nécessaires pour établir cette confiance. Il faut vraiment se donner du mal. Nos exigences ? Dans la mesure où personne ne peut proposer d'alternative au Tardoc, il n'y a pas d'autre choix que de l'approuver au 1er janvier 2023.

*Autor: Philippe Luchsinger, Président*